

Yanis Varoufakis : L'Europe entre-t-elle dans un siècle d'humiliation ?

Yanis Varoufakis est un économiste, ancien ministre des Finances de la Grèce, et l'auteur de nombreux livres à succès. Varoufakis explique pourquoi l'Europe est peut-être en train de glisser vers un siècle d'humiliation. Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X /Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons Yanis Varoufakis, professeur, ancien ministre des Finances de la Grèce, et fondateur de DiEM25, le Mouvement pour la Démocratie en Europe. Merci beaucoup d'être revenu parmi nous.

#Yanis Varoufakis

Toujours un plaisir, Glenn. Toujours un plaisir.

#Glenn

Eh bien, nous sommes tous les deux Européens. Je pense que nous partageons une certaine inquiétude quant à l'avenir du continent. Ma liste de griefs, elle, a tendance à être un peu longue. Je repense souvent à la redivision de l'Europe dans les années quatre-vingt-dix, avec l'élargissement de l'OTAN. Je pense aussi à la gestion de la crise financière mondiale de deux mille huit, à l'échec du développement d'une véritable souveraineté technologique, et à la dépendance excessive vis-à-vis des États-Unis. Mais je dirais que, ces dernières années, quelque chose d'autre semble avoir commencé à vraiment mal tourner. On voit une stagnation économique, voire un déclin, une Union européenne de plus en plus autoritaire, et, à terme, je crains une désintégration. Mais encore une fois, on me dit souvent que je suis trop pessimiste. Alors je me demandais : quelle est votre opinion ? Comment voyez-vous l'avenir de l'Europe, et celui du projet européen ?

#Yanis Varoufakis

Eh bien, j'ai bien peur qu'on soit dans le même bateau. Ce n'est pas juste du pessimisme. Le pessimisme, c'est une question d'attentes. Je ne crois pas que ce soit une question de pessimisme, mais plutôt une évaluation lucide, rationnelle, de la situation dans laquelle on se trouve. Et là où on

en est, c'est sur une trajectoire qui conduit l'Europe vers une très longue période de déclin et de stagnation — un déclin financier, écologique, moral. Donc, oui, en ce sens, on est plus ou moins dans le même bateau. Mais maintenant, pourquoi est-ce que tout ça arrive ? Tu sais, tu as parlé de l'autoritarisme et de la fragmentation qui en découle. Écoute, Glenn, quand les banques françaises et allemandes se sont effondrées juste après la chute de Wall Street en deux mille huit, on a eu, en réalité, un véritable coup d'État en Europe.

À l'époque où j'étais impliqué, j'étais ministre des Finances, au sein de l'Eurogroupe et du Conseil européen. Et c'était évident que, pendant cette période d'urgence — une vraie urgence —, l'ensemble du système bancaire, au moins dans la zone euro, s'était effondré. Les autorités faisaient tout leur possible, dans la panique, pour le renflouer et le sauver. Mais pas du tout comme ce qui s'était passé dans les pays scandinaves en mille neuf cent quatre-vingt-douze. Parce qu'à cette époque-là, comme vous le savez mieux que quiconque, le système bancaire des pays scandinaves — la Suède en particulier, mais aussi le Danemark, je ne suis pas sûr pour la Norvège, vous me le direz —, ces banques ont fait faillite. Et ce qui s'est passé, c'est que l'État est intervenu pour les sauver, mais il n'a pas sauvé les banquiers. En mille neuf cent quatre-vingt-douze, les banques ont été nationalisées, puis, plus tard, elles ont été reprivatisées.

Mais ce qui s'est passé en Europe, c'est que toutes les pertes des banquiers criminels de Francfort et de Paris, mais aussi de Rome et d'ailleurs, ont été transférées sur les épaules des contribuables européens les plus fragiles. Et tout ça, dans le cadre d'un véritable coup d'État, parce que, tu sais, les parlements n'ont pas été impliqués. Les gens ne savaient rien. Personne n'a été consulté. C'est arrivé du jour au lendemain. C'était du socialisme pour les banquiers, et de l'austérité, une austérité brutale, pour tous les autres. Et pour rendre possible ce transfert, Glenn, je l'ai vu de très près, personnellement. En fait, la Commission européenne — même la Commission européenne, qu'on ne peut quand même pas accuser d'être un modèle de démocratie, hein, c'est une bureaucratie — eh bien, même elle a été mise de côté.

Glenn, quand je me rendais à Bruxelles pour négocier notre droit à négocier — parce qu'en réalité, on ne négociait même pas — on négociait juste le droit de discuter des paramètres de base de l'économie politique de la Grèce. Je peux te dire que la Commission européenne, à l'époque présidée par Monsieur Juncker, et le commissaire européen aux affaires économiques, Pierre Moscovici, l'ancien ministre des Finances français, étaient complètement hors jeu. En fait, ils étaient tous les deux plutôt favorables à notre position, et à la mienne en particulier. Ils ne le disent pas aujourd'hui, ils ne l'admettent pas, mais à l'époque, je peux t'assurer qu'ils me disaient que j'avais raison. Mais ils étaient totalement mis de côté.

Il y avait une bureaucratie, une sorte de cabale en fait, qui avait été nommée principalement par Berlin. Et je vais être très précis là-dessus. Il y a le groupe de l'Euro, c'est-à-dire l'ensemble des ministres des Finances, et en dessous, du moins hiérarchiquement, il y avait ce qu'on appelait le groupe de travail de l'Euro. Le chef de ce groupe, c'était quelqu'un nommé — Dieu sait comment — il s'appelait Thomas Wieser, un Autrichien, et il avait plus de pouvoir que Juncker, que Moscovici, ou

même que la véritable Commission européenne. Et il était là, en réalité, comme une personne à égale distance entre la chancelière allemande et le ministre allemand des Finances, parce que ces deux-là, Merkel et Schäuble, étaient en désaccord l'un avec l'autre.

Donc, Wieser était le seul homme proche des deux. Et c'est lui qui dirigeait l'Europe. Est-ce qu'ils avaient fini ? On pouvait le sentir, vous savez. Moscovici avait ses idées sur la façon de résoudre la catastrophe de la dette grecque. Et à un moment, elles étaient très proches des miennes. Je me souviens qu'il m'avait dit qu'on irait ensemble au sein de l'Eurogroupe, et qu'on présenterait une proposition commune, qui aurait été vraiment bonne, à la fois pour la Grèce et pour l'Europe. Et puis, cinq minutes avant la réunion, j'ai assisté à l'humiliation totale du commissaire européen à l'Économie et aux Finances, Moscovici, par ses subordonnés, par des gens comme Wieser et Dijsselbloem.

Une humiliation totale. Je veux dire, le type, Moscovici, juste en face de lui, était presque en larmes. Et ça, c'est quelque chose dont les Européens n'ont pas l'habitude. Quand tout a vraiment dérapé, même la Commission européenne a été mise de côté, au profit de gens dont personne n'avait jamais entendu parler, mais qui, en réalité, dirigeaient tout. Et la manière dont ils ont géré la situation visait un seul objectif, un seul : faire en sorte que les contribuables, surtout les plus fragiles, les travailleurs, en Allemagne, en Hollande, en Grèce, en Slovénie, en Slovaquie, et ailleurs, portent sur leurs épaules la plus grande part du fardeau du secteur bancaire.

Et tout ça, c'était soi-disant au nom de la solidarité européenne, des valeurs européennes et de la démocratie. Mais il n'y avait pas de démocratie. C'était totalement, totalement dictatorial et corrompu. Alors, tu vois, c'était entre deux mille dix et deux mille quinze. Donc, c'est une erreur de croire que tout allait bien, qu'on vivait en démocratie jusqu'à il y a quelques années, puis qu'un jour, tout s'est effondré. Non, tout ça faisait déjà partie du problème. En fait, Glenn, ce que je veux dire à propos de l'Union européenne aujourd'hui, c'est que les conséquences sont en train de retomber sur elle.

Parce que, vous savez, quand on transfère cyniquement ces pertes gigantesques des banquiers sur les épaules des contribuables les plus fragiles, et qu'on impose l'austérité à la majorité, une austérité sévère, tout en pratiquant une forme de socialisme pour les banquiers et les financiers — un « socialisme » entre guillemets, bien sûr — alors deux choses se produisent. La première, c'est que la demande globale s'effondre. Et quand la demande globale chute, les industriels n'investissent plus. Pourquoi le feraient-ils ? Pourquoi investir dans des biens de haute qualité, à forte valeur ajoutée, quand la plupart des gens n'ont plus un sou ? Ils comptent juste quelques pièces, quelques euros. Et pendant ce temps, la Banque centrale européenne imprime des milliers de milliards qu'elle transmet aux industriels... qui, eux non plus, n'investissent pas, même avec ces milliers de milliards.

Mais ils vont prendre ces milliers de milliards, parce qu'on les leur donne gratuitement, avec des taux d'intérêt quasiment nuls. Et ils vont s'en servir pour racheter leurs propres actions. Du coup, les prix des actifs montent. Tous les autres prix baissent, y compris les salaires, y compris les retraites. Et au

final, on se retrouve avec de la stagnation. C'est d'ailleurs pour ça que même l'Allemagne est en train de se désindustrialiser, en ce moment même. Et quand l'Allemagne se désindustrialise, dans une zone euro qui repose, en fait, sur le modèle économique allemand, eh bien tout le système commence à se fragmenter, à s'effondrer. Et au bout du compte, on se retrouve avec une classe politique totalement incapable de formuler une position cohérente avec la survie même de cette zone euro.

#Glenn

Je suis content que vous mentionniez l'Allemagne, parce que, eh bien, comme on le sait, l'Allemagne a longtemps été la locomotive qui faisait avancer l'Europe. Et au-delà de sa puissance économique, elle représentait aussi un pays qui avait tiré les leçons de son histoire. On disait même qu'elle l'avait transcendée. Plus jamais la guerre. Et encore une fois, un engagement fort envers la démocratie. Mais aujourd'hui, on voit aussi, au cœur même de l'Union européenne, que l'Allemagne a, d'une certaine manière, fait marche arrière. Elle se désindustrialise, devient plus autoritaire. Il me semble même que vous avez été interdit d'y prendre la parole, y compris par visioconférence, si je ne me trompe pas. Et puis, elle adopte aussi un ton beaucoup plus belliciste. On l'a vu avec ce qui se passe à Gaza, ce génocide. Il n'y a eu aucune opposition à l'attaque contre l'Iran. Mearsheimer a d'ailleurs souligné qu'Israël faisait le sale boulot là-bas. Et bien sûr, personne ne semble vouloir mettre fin à la guerre contre, ou avec, la Russie. Au contraire, tout indique qu'ils veulent l'intensifier. Alors, comment expliquez-vous ce revirement spectaculaire de l'Allemagne ? Est-ce que, selon vous, cela vient de la même source, celle qui remonte à la crise de deux mille huit ?

#Yanis Varoufakis

Je me souviens d'une conversation, une de mes toutes premières avec Wolfgang Schäuble, à l'époque où il était ministre des Finances de l'Allemagne. Le regretté Wolfgang Schäuble. Et, vous savez, il me parlait comme si le problème, c'était la Grèce. Comme si, en gros, il fallait simplement avaler la pilule amère et accepter la dure leçon venue du Nord de l'Europe. Et moi, j'essayais de lui expliquer que, écoutez, ce que vous faites n'est pas seulement néfaste pour le peuple grec. C'est aussi néfaste pour le peuple allemand. Parce que, voyez-vous, je sais bien que vous nous imposez l'austérité en Grèce pour pouvoir ensuite imposer l'austérité en Allemagne. Et il a acquiescé. Il m'a dit : oui, absolument. Parce que, vous savez, nous ne pouvons pas rivaliser avec les Indiens, les Bangladais, les Chinois. Notre système social, notre système de retraites, est trop généreux. Et nos salaires sont trop élevés.

Il a donc reconnu qu'il imposait l'austérité aux Grecs pour en ramener les bénéfices en Allemagne. Je lui ai dit : écoute, c'est une blessure que ton propre pays va s'infliger, parce qu'avec cette austérité, il y aura de moins en moins d'investissements, et à la fin, tu vas te retrouver avec du mécontentement. Et les seuls qui vont profiter de ce mécontentement, ce sont les néonazis d'extrême droite. Et c'est exactement ce qui se passe aujourd'hui. Pourquoi l'Allemagne se désindustrialise ? Pourquoi Volkswagen n'arrive-t-il pas à produire des voitures compétitives face à

BYD, ou même face à Tesla aux États-Unis ? Eh bien, la réponse, c'est qu'ils n'ont pratiquement pas investi depuis quinze ans. Et pourquoi n'ont-ils pas investi ? Ce n'est pas parce qu'ils manquaient d'argent. Ils en avaient beaucoup. Ils avaient leurs propres fonds, ils avaient des excédents, et ils avaient aussi l'argent que la Banque centrale européenne a imprimé et leur a distribué.

La raison pour laquelle ils n'ont pas investi, c'est que la demande pour des voitures à forte valeur ajoutée était très faible en Europe. Et pourquoi était-elle si faible ? À cause de l'austérité pour la majorité, et du socialisme pour les banquiers. Le résultat, aujourd'hui, c'est que Volkswagen n'arrive plus à être compétitif. Ils ferment des usines. Et, dans une tentative désespérée de freiner la désindustrialisation, comme ils ne peuvent plus vendre de voitures, ils transfèrent des chaînes de production entières à Rheinmetall, le fabricant d'armes allemand, pour y construire des chars Leopard à la place des voitures Volkswagen. Or, ces chars Leopard, vous le savez, sont totalement inutiles. Même les Ukrainiens n'en veulent pas, parce que ce sont des pièges mortels.

Mais ce que Rheinmetall peut produire, ça demande énormément de métal et beaucoup de main-d'œuvre. Alors, ils essaient désespérément de ralentir le processus de désindustrialisation en fabriquant ces chars Leopard. Et la seule façon pour eux de justifier la production de ces chars, de faire passer ça au Bundestag et de convaincre, même au sein de leur propre parti, les chrétiens-démocrates, que c'est une bonne idée, c'est de dire : eh bien, vous savez quoi, il y a une guerre en Ukraine, donc il faut se réarmer. Or, tout expert en stratégie militaire ou en géopolitique vous dira qu'aujourd'hui, les chars Leopard produits par Rheinmetall sont inutiles sur le champ de bataille.

Ils ne produisent même pas les drones nécessaires, mais ça, Rheinmetall peut le faire. Et ensuite, et c'est bien plus important, l'objectif de tout ça, c'est de trouver une solution temporaire face au processus de désindustrialisation. Donc, la poursuite de la guerre en Ukraine a une fonction. Parce que, imaginons que demain matin, Zelensky et Poutine se réconcilient — juste pour l'exemple — alors pourquoi continuerait-on à produire des chars Leopard et à les vendre à l'armée allemande, à l'armée grecque, et ainsi de suite ? Ils perdraient leur prétexte pour le faire. Et comme ils n'ont pas de politique industrielle, aucun plan pour freiner la désindustrialisation, eh bien, la guerre en Ukraine, et surtout le fait qu'elle continue, devient en quelque sorte une solution.

#Glenn

Oui, justement, c'est pour ça que je voulais aussi demander : qu'est-ce qui, aujourd'hui, maintient ensemble ces vingt-sept États membres de l'Union européenne ? Parce que, si on regarde l'Union comme un projet géoéconomique, je vois un énorme potentiel. Avec son pouvoir de négociation collectif, l'Union pourrait, en fait, représenter l'Europe. On pourrait se tenir aux côtés des États-Unis, de la Russie, de la Chine ou de l'Inde, comme l'une des grandes puissances. Mais il semble que l'Union ait basculé, désormais, d'un projet géoéconomique vers un projet géopolitique. Et dans ce projet géopolitique, notre unité, comme vous l'avez suggéré, dépend surtout d'un équilibre militaire face à la Russie. Mais cela veut dire que le bénéfice économique de l'Union européenne, lui, a disparu.

Autrement dit, on s'est coupés du marché russe, surtout de l'énergie. On envoie notre argent et nos armes à l'Ukraine. Et ce qu'il reste d'argent, on doit le gaspiller dans des accords commerciaux désastreux avec les États-Unis. Parce que tant que la guerre continue, on dépend beaucoup trop d'eux pour notre sécurité, et ils savent très bien comment transformer ça en loyauté. Par exemple, quand von der Leyen a dû se rendre sur le terrain de golf de Trump pour signer cet accord commercial épouvantable, parce qu'ils savent que c'est ce qu'il faut faire. Mais encore une fois, n'importe qui peut se retrouver coincé dans une situation de sécurité tellement mauvaise que ça devient une nécessité.

Mais étant donné que l'Union européenne ne veut même pas décrocher le téléphone pour parler aux Russes et essayer de trouver une issue diplomatique, une façon de réformer l'architecture de sécurité européenne, quelque chose... enfin, qu'est-ce qui nous rassemble encore aujourd'hui ? Parce que, franchement, tout ce que je vois, c'est l'Union européenne en train de se féliciter pour de fausses victoires. Tous les conflits sont présentés comme un combat du bien contre le mal, histoire qu'on ne conteste pas trop. Toute contestation devient du populisme, ou bien on dit que les gens ont mal voté et qu'il faut recommencer. En fait, il y a plus de gestion du récit que de vrais débats ouverts. Je me demandais simplement : comment vous voyez ça ? Qu'est-ce qui, selon vous, va encore tenir l'Union européenne ensemble dans les années à venir, maintenant qu'elle s'affiche officiellement comme un projet géopolitique ?

#Yanis Varoufakis

Eh bien, il y a différents niveaux, n'est-ce pas ? La plupart des Européens aiment l'idée d'un espace européen commun. Les étudiants adorent le programme Erasmus, qui permet de passer six mois dans un autre pays, dans une autre université. Ils apprécient la liberté de circulation, et c'est tout à fait compréhensible. Moi aussi, j'aime ça. Mais, vous savez, nous, les Européens, vivons sous un mythe — le mythe selon lequel l'Union européenne serait une création européenne destinée à mettre fin à la guerre et à unir les peuples du continent. Cette aspiration est tout à fait réelle, mais ce n'est pas ainsi que l'Union européenne a été créée. L'Union européenne a été fondée comme un cartel de grandes entreprises, et cela s'est fait sous la supervision des États-Unis.

Les New Dealers après les années quarante, et même l'administration républicaine des années cinquante, ont en fait conçu les communautés européennes du charbon et de l'acier comme un cartel. Et, vous savez, tout ça était complètement lié à l'OTAN. C'était un projet destiné à garantir que les États-Unis gardent le contrôle de l'Europe. En grande partie, c'était un projet colonial, auquel, bien sûr, les classes dirigeantes européennes ont été très, très heureuses de participer. Leur dépendance envers les États-Unis était l'alpha et l'oméga de l'Union européenne. Donc, l'absence de souveraineté européenne face aux États-Unis, la soumission totale aux États-Unis, à l'OTAN, et tout le reste, tout cela était inscrit, profondément ancré dans l'ADN même de l'Union européenne.

Si on regarde les deux premières décennies de l'Union européenne, les années cinquante et soixante, elles coïncident avec le système de Bretton Woods. Ce système, en réalité, faisait du dollar notre monnaie commune. Nous faisons partie de la zone dollar. Les taux de change étaient fixes, et tout était géré depuis Washington, D.C. Si on prend l'exemple du miracle industriel allemand, il a émergé parce que les États-Unis ont fourni le cadre macroéconomique dans lequel la machine industrielle allemande est devenue l'un des piliers du dollar américain. Et c'était la même chose, de l'autre côté du monde, avec le Japon en Asie de l'Est.

Et puis, il y a eu le choc Nixon, en mille neuf cent soixante et onze, quand les États-Unis ont cessé d'être un pays excédentaire. À partir de là, ils ont décidé que, pour restaurer la compétitivité de la population américaine, du secteur industriel face à l'Allemagne mais aussi au Japon, ils allaient dévaluer le dollar et mettre fin au régime des taux de change fixes. Et ensuite, cette transformation, du système de Bretton Woods vers la financiarisation et le néolibéralisme, a complètement inversé la manière dont les excédents et les déficits étaient recyclés entre les États-Unis et l'Europe. Mais malgré tout, encore une fois, les États-Unis assuraient la stabilité macroéconomique et l'environnement dans lesquels l'industrie allemande et néerlandaise, et dans une certaine mesure l'industrie française et italienne, pouvaient fonctionner.

L'Europe a toujours été totalement dépendante de la bienveillance des États-Unis pour créer les conditions permettant aux industriels européens, aux classes dirigeantes européennes, de se reproduire en tant que classe dirigeante. Et c'est là qu'arrive deux mille huit. Avec l'effondrement de Wall Street, un processus s'enclenche, celui, en gros, de la sortie de l'Europe de la zone du dollar. Il leur a fallu beaucoup de temps pour s'en rendre compte. Mais, une fois encore, avec la chute de Wall Street, les États-Unis, grâce à la Réserve fédérale et à leurs lignes de swap, ont sauvé la mise au système bancaire européen, à la Banque centrale européenne, et ainsi de suite. Malgré tout, le découplage de l'Europe vis-à-vis des États-Unis commence à ce moment-là. Et les élites européennes, les classes dirigeantes européennes, n'y étaient tout simplement pas préparées. Elles sont encore dans le déni.

Aujourd'hui, Donald Trump est présenté par les centristes un peu partout en Europe comme l'homme qui aurait détruit la relation spéciale entre l'Union européenne et les États-Unis. C'est faux. En réalité, ce qui s'est passé, c'est que Donald Trump est simplement plus grossier que les présidents précédents. Je me souviens très bien, sous Obama, j'avais eu une conversation avec Jack Lew, son ministre des Finances, le secrétaire au Trésor américain. Il avait reconnu, et nous étions d'accord, sur une interprétation très critique de l'Union européenne. Je me rappelle qu'ils disaient que l'Europe exportait la déflation vers les États-Unis, à cause de l'important excédent commercial que l'Union européenne avait vis-à-vis des États-Unis.

C'était l'administration Obama qui le disait, très poliment bien sûr, et d'une voix plutôt discrète. Mais, au fond, c'est plus ou moins ce que Trump a dit aussi, sauf que lui, il l'a crié sur tous les toits. Et il a agi en ce sens avec ses droits de douane. Maintenant, les élites européennes, surtout les élites

allemandes, refusent de reconnaître que l'environnement macroéconomique, celui qui, entre mille neuf cent quarante-cinq et deux mille huit, était géré pour leur compte par les États-Unis, tant qu'elles jouaient le rôle que Washington voulait leur voir jouer... eh bien, tout ça, c'est fini.

Et comme ils ont toujours été, absolument toujours, dépendants psychologiquement, mais aussi financièrement et institutionnellement, de l'OTAN et des États-Unis, ils sont incapables d'imaginer une situation où l'Union européenne développerait sa propre position géoéconomique ou géostratégique. Prenons l'exemple de l'Ukraine. Angela Merkel n'a jamais été favorable à l'idée de diaboliser la Russie ni de pousser l'OTAN jusqu'en Ukraine. À l'époque de l'administration Obama, sous la direction de la secrétaire d'État Nuland, on voyait ces manœuvres, ces combinaisons politiques en Ukraine. Toutes ces machinations ont conduit au Maïdan, et en réalité, tout cela aurait pu s'effondrer face à Ianoukovitch.

Les Allemands n'étaient pas favorables à ça. Et d'ailleurs, Nuland elle-même a été citée par WikiLeaks en train de dire, je cite, « qu'ils aillent se faire voir, les Européens ». Mais petit à petit, les Européens ont fini par adhérer à cette idée selon laquelle la Russie serait, en quelque sorte, le nouvel Hitler, le nouvel ennemi. Qu'il fallait définir la souveraineté de l'Europe, ou sa quête de souveraineté, en opposition à la Russie. Et donc, vous voyez, justifier tout ce qu'il faut faire pour amorcer un virage plus autoritaire à l'intérieur de l'Europe, présenté comme une réaction nécessaire face à l'ours russe, à la menace russe. Et au final, tout ça est devenu fonctionnel pour Rheinmetall, pour leur tentative de freiner la désindustrialisation.

C'est devenu, aujourd'hui, la raison d'être de la Commission européenne. C'est aussi la raison d'être du Conseil de l'Union européenne. Mais, vous savez, il y a là-dedans une part de cynisme absolu. Je vais vous donner un exemple, Glenn. Et c'est un sujet qui me touche de très près, chez moi. Le gouvernement grec. Le gouvernement du Premier ministre Mitsotakis. Lui, il est totalement aligné sur la position de l'OTAN, la position dominante au sein de l'Union européenne : l'Ukraine doit gagner la guerre et elle doit rejoindre l'OTAN. Maintenant, si vous lui demandez : « D'accord, mais comment l'Ukraine va-t-elle gagner la guerre ? », il n'a pas de réponse. Et il ne cherche même pas à en donner une. Parce qu'en réalité, tout ça ne l'intéresse pas. Il ne se soucie pas de ce qui se passe en Ukraine.

Il se moque complètement de l'avenir de l'Europe. Tout ce qui l'intéresse, c'est de préserver sa propre base de pouvoir en Grèce. Toi, moi, et notre public, on a vu pendant des années la manière dont Orbán était présenté dans les couloirs du pouvoir à Bruxelles, à Francfort, à Paris, à Berlin. Alors, je n'ai aucune sympathie pour Orbán. Politiquement, je suis totalement opposé à son ethno-nationalisme, à son quasi-fascisme, et à tout ce qui va avec. Mais il y a une chose que je veux souligner. Orbán a été cloué au pilori par Bruxelles pour corruption, pour avoir restreint la liberté de la presse, pour détournement de fonds de l'Union européenne, et tout le reste. Eh bien, Mitsotákis, mon Premier ministre ici en Grèce, a fait exactement la même chose. Et en réalité, c'est encore pire. Le niveau de corruption de ce gouvernement dépasse celui d'Orbán.

Il a été pris la main dans le sac, en train d'écouter les conversations de ses propres ministres, des dirigeants de l'opposition, et même de membres des forces armées. Il a été pris. Ce n'est pas une accusation, il l'a reconnu lui-même au Parlement. Et pourtant, rien ne s'est passé. Personne, à Bruxelles, ni à l'OTAN ni à l'Union européenne, ne l'a critiqué comme ils ont critiqué Orbán. Pourquoi ? Pourquoi ne l'ont-ils pas critiqué, alors qu'il fait exactement la même chose qu'Orbán sur le plan intérieur ? Eh bien, la raison, c'est que... bon, écoutez, moi je suis tout à fait favorable à ce que l'Ukraine rejoigne l'OTAN, et bien sûr, on doit tous soutenir l'Ukraine jusqu'à ce qu'elle prenne Moscou — ou peu importe quelles déclarations absurdes on entend en Europe à propos de cette guerre tragique entre la Russie et l'Ukraine.

Ce que j'essaie de dire, c'est ceci : il y a des intérêts, comme ceux de Rheinmetall, des intérêts financiers très durs, qui veulent que la guerre en Ukraine dure éternellement. Pourquoi ? Pour continuer à toucher de l'argent et fabriquer des chars que personne ne veut, pas même les Ukrainiens, sur des chaînes de production dont Volkswagen n'a plus besoin, parce qu'elle ne peut plus rivaliser en vendant des voitures. Et puis, il y a ceux qui, en fait, sont pris dans une sorte d'inertie idéologique, un élan idéologique. Quand on répète à toute une population, pendant des années, que la Russie doit être vaincue, à un moment donné, cette idée devient une position idéologique qui s'auto-entretient. Et enfin, il y a le cynisme de gens comme le Premier ministre grec, qui se moquent complètement aussi bien de Zelensky que de Poutine, ou de tout le reste.

Ils veulent simplement garder la main sur le pouvoir dans leur petit territoire, qui se trouve être la Grèce, cette fois-ci. Mais ce n'est pas seulement la Grèce. Vous savez, à Milan, en Italie, c'est la même chose : ils veulent juste contrôler leur petit monde. Et si cela veut dire suivre le discours de Bruxelles selon lequel l'Ukraine doit gagner, même s'ils ne font rien de concret pour aider l'Ukraine à gagner, eh bien, ils suivront cette ligne. C'est de la complicité. C'est idéologique, auto-entretenu... et il y a ce cynisme, vous voyez, celui qui consiste à dire : on va simplement reproduire et répéter toutes les absurdités qui viennent de Bruxelles, tant qu'ils nous laissent piller notre propre peuple.

#Glenn

Donc, si vous rentrez dans le rang, vous êtes protégé. Si vous vous opposez à Bruxelles, alors vous en subirez les conséquences. Exactement. Bon, mais il semble que la question de la rationalité mérite d'être posée, parce que vous avez mentionné le président Obama, et c'est lui qui, le premier, a défendu ou appelé à ce fameux pivot vers l'Asie. Et ça ressemblait, implicitement, à une reconnaissance du fait qu'un monde multipolaire arrivait. Autrement dit, si les États-Unis ne peuvent pas être partout, ils doivent établir des priorités. Où vont-ils être présents ? Je pense que Trump, à sa manière un peu brutale, s'est vraiment concentré là-dessus. En gros, les États-Unis doivent se focaliser sur l'hémisphère occidental, leur propre arrière-cour, et sur l'Asie de l'Est, là où se trouve leur rival de même niveau.

Mais on dirait que ce qu'ils veulent faire, c'est s'adapter à une réalité multipolaire, réduire leur présence en Europe et au Moyen-Orient. Pour les Européens, en revanche, la logique voudrait que, s'ils veulent devenir plus autonomes, ils finissent par trouver un moyen de retravailler avec la Russie, pour mettre fin à cette division du continent. Ce serait à la fois dans leur intérêt économique et pour leur sécurité, mais aussi pour pouvoir dialoguer davantage avec d'autres grandes puissances. Je pense à la Chine, à l'Inde... Bien sûr, ils devraient continuer à entretenir de bonnes relations avec les États-Unis, mais ils ne peuvent pas tout miser sur un seul partenaire, surtout quand ce pays ne semble plus vraiment vouloir être présent en Europe. Franchement, ça n'a pas beaucoup de sens.

Mais encore une fois, l'hypothèse ici, c'est que tous les États sont rationnels, qu'ils agissent en fonction de cette répartition internationale du pouvoir. Mais vous savez, vous avez été ministre des Finances, vous avez côtoyé les élites européennes. Quelle est votre impression ? Parce que, quand j'ai vu, par exemple, Orbán essayer de pousser pour la diplomatie — il a rencontré Zelensky, Poutine — eh bien, il a été sanctionné. L'Union européenne semble définir la sécurité énergétique comme le fait de couper un fournisseur clé, plutôt que d'en avoir le plus possible. C'est difficile de comprendre la logique, la stratégie derrière tout ça. Oui. Est-ce que vous avez cette impression quand vous parlez avec des gens de l'Union européenne, ou est-ce qu'il y a d'autres objectifs que je ne vois pas ?

#Yanis Varoufakis

Non, je ne pense pas qu'il y ait des objectifs. Je pense qu'ils n'ont tout simplement aucune idée de ce qu'ils font. Et s'ils sont perdus, c'est parce que, quand votre base industrielle, votre modèle économique, votre modèle d'entreprise s'effondre, et que vous n'avez pas les leviers nécessaires pour le remettre sur pied... eh bien, c'est exactement ce qu'on a fait en Europe. On a créé une monnaie fédérale. On a fédéré notre monnaie sans avoir de trésor fédéral. Et ensuite, on s'est retrouvés avec vingt trésors nationaux, sans banque centrale pour les soutenir. Ces trésors nationaux doivent gérer leurs systèmes bancaires, leurs industries, leurs réseaux électriques, sans qu'une banque centrale soit là pour les garantir. C'est une conception désastreuse. Pendant les bonnes années, au début, en deux mille, deux mille un, deux mille deux, quand tout ça a été mis en place, tout semblait aller comme sur des roulettes.

C'est un peu comme... imaginez un magnifique bateau de croisière fluvial qu'on essaierait d'utiliser pour traverser l'Atlantique. Quand la mer est calme, il est superbe. Mais dès que la première tempête arrive, il commence à prendre l'eau, non ? Et il coule. Alors on panique. Eh bien, je pense que c'est exactement l'état de l'Europe. Ils n'ont pas réfléchi jusqu'au bout. Ils n'avaient aucun plan pour le cas où Wall Street s'effondrerait, comme en deux mille huit. Qui allait renflouer les banques ? Et à quelles conditions ? Est-ce qu'il y aurait une union bancaire ? Ils y résistaient. Ils y résistent encore aujourd'hui. On a une union bancaire sans assurance commune des dépôts. C'est pathétique. Franchement, c'est sidérant. Vous imaginez une union bancaire sans système commun de garantie des dépôts ? Alors, pour le dire autrement, laissez-moi vous donner une autre métaphore, autre que celle du beau bateau fluvial.

C'est comme si vous enleviez les amortisseurs de votre voiture, puis que vous fonciez dans un nid-de-poule. Ce serait une catastrophe. Et bien sûr, vous paniqueriez, parce qu'il ne vous resterait qu'une épave. Voilà la situation dans laquelle on se trouve. Et tu sais, Glenn, d'un point de vue économique, tout ça était totalement prévisible. Nicholas Kaldor, le célèbre économiste de Cambridge, mort depuis longtemps, avait écrit en mille neuf cent soixante-dix un article dans le New Statesman. À l'époque, on voyait déjà clairement que le système de Bretton Woods n'allait pas durer éternellement. Les taux de change fixes allaient disparaître. Et donc, l'Europe allait avoir des problèmes, parce que l'Union européenne devait absolument maintenir un régime de taux de change fixes, puisqu'elle fonctionnait comme un cartel de grandes entreprises.

Et les cartels ont besoin d'une monnaie commune, ou au moins de taux de change fixes. Sinon, ça devient compliqué... Si les monnaies commencent à monter et descendre, ça déstabilise le cartel, dont tout le principe repose sur des accords de quotas et de prix. Donc, pour éviter ces fluctuations de prix qui déstabilisent le cartel, c'est ce qu'a fait le Marché commun européen, puis l'Union européenne : ils avaient besoin de taux de change fixes. Nicolas Kaldor avait prévu que les Européens essaieraient de fixer les taux de change, que ça échouerait, et qu'ils finiraient donc par créer une union monétaire, une monnaie commune comme l'euro. Et il a écrit, en mille neuf cent soixante-dix, dans le New Statesman, que si on commet l'erreur de croire qu'on peut créer une union monétaire comme étape vers une union politique, c'est une grave erreur.

Ça ne va pas marcher, parce que l'union monétaire va créer une crise tellement toxique qu'il deviendra ensuite politiquement impossible de s'unir, de créer une union politique. Et c'est exactement ce qui s'est passé. Alors maintenant, prenons Emmanuel Macron. Emmanuel Macron veut une union politique. Il m'a même dit un jour qu'il la voulait, qu'il en était désespéré. Et il y a aussi, en Allemagne, certaines personnes qui veulent une union politique. Mais essayez d'aller voir les Français, ou les Allemands, et de leur parler d'une union politique. En gros, dites-leur qu'il faut plus d'Europe. À chaque fois qu'ils entendent "plus d'Europe", c'est un peu comme si des Irakiens entendaient des Occidentaux leur dire "plus de démocratie".

Ils se cachent sous la table, parce que pour les Irakiens, quand les Occidentaux leur promettent plus de démocratie, les bombes commencent à tomber du ciel. De la même façon, les Européens, quand on leur dit qu'on veut plus d'Europe aujourd'hui, ils répondent : ah, d'accord, donc plus d'austérité, c'est bien ça ? C'est ce que vous nous dites. Moins de liberté, moins de démocratie. Parce que c'est ce qui s'est passé après avoir créé l'Union monétaire d'abord, et subi ensuite les conséquences. Donc, je ne pense pas qu'ils aient un vrai plan. Sur l'Ukraine, vous savez, je parle avec des gens qui croient sincèrement que Poutine est le nouveau Hitler. Ils le croient vraiment. Et ils ont très peur.

Alors je leur ai dit : d'accord, écoutez, je ne vais pas essayer de vous en dissuader. Moi, personnellement, je n'aime pas beaucoup Poutine. Mais enfin, si vous pensez que Poutine, c'est le nouveau Hitler, pourquoi on n'envoie pas des troupes pour le vaincre, pour le pousser dans son bunker et le forcer à se suicider, ou pour le traîner à Nuremberg ? Si vous pensez vraiment que c'est

le nouveau Hitler, vous n'envoyez pas de troupes là-bas. D'accord, vous n'envoyez pas non plus d'argent, pas d'argent sérieux en tout cas. Je veux dire, ils ont emprunté quatre-vingt-dix milliards. Il leur a fallu un an et demi pour se mettre d'accord là-dessus. Et ces quatre-vingt-dix milliards sont déjà dépensés. Qu'est-ce qu'ils vont faire l'année prochaine ?

Emprunter encore quatre-vingt-dix milliards ? Ils ne veulent pas. Ce n'est pas comme s'ils disaient : « Ah, regardez, nous avons Hitler, le nouvel Hitler sous la forme de Vladimir Poutine, et on va prendre, disons, cinq cents ou six cents milliards et les donner aux Ukrainiens. » Donc, ils n'ont aucun plan pour gagner la guerre, pour que l'Ukraine gagne la guerre. Mais ils n'ont pas non plus de plan pour la paix. Vous savez, je me bats politiquement depuis des années maintenant, depuis quatre ans, pour proposer un agenda de paix et de sécurité pour l'Europe, pour l'Ukraine et pour la Russie. Et chaque fois que je le fais, on me diabolise. On me présente comme la servante de Poutine, comme son instrument, son client.

Vous savez, toute personne qui ose parler d'un agenda de paix et de sécurité avec la Russie, qui permettrait de résoudre la guerre en Ukraine de manière pacifique, est aussitôt mise à la porte, diabolisée, traînée dans la boue. C'est ce qui arrive à des gens comme moi, et je soupçonne, à vous aussi. Donc, pas de plan pour la guerre, pas de plan pour la paix. Alors, pourquoi les Chinois, les Indiens, ou même les Mexicains, prendraient-ils l'Europe au sérieux ? Parce que, vous savez, les Chinois, les Indiens, les Bangladais, les Africains, eux, veulent la fin de la guerre en Ukraine, tout comme ils veulent la fin de la guerre en Iran, parce que tout cela nuit à leurs moyens de subsistance. Mais ils voient bien que l'Europe n'a pas de plan de guerre, pas de plan de paix. Alors, pourquoi devraient-ils se soucier de l'Europe ?

#Glenn

C'est une excellente question. C'est d'ailleurs quelque chose qui m'a aussi surpris en Europe — ils ont, en quelque sorte, mis la diplomatie entre parenthèses. Mais j'ai l'impression qu'en Europe, tout tourne maintenant autour d'arguments normatifs. On parle sans arrêt de la manière dont on voudrait que le monde soit, au lieu d'agir en fonction de la réalité telle qu'elle est. Je voudrais revenir sur ce que vous avez dit à propos de l'Union européenne, que vous décrivez comme un cartel de grandes entreprises. Ce que vous évoquez, je crois, correspond à ce que certains appellent une maison à moitié construite. En général, on commence par une union politique, puis on met en place une union budgétaire, et enfin on établit une union monétaire — un peu comme l'ont fait les États-Unis. Mais l'Union européenne, elle, a fait l'inverse.

D'abord, l'union monétaire finirait forcément par connaître des tensions ou des problèmes qui pousseraient à créer une union budgétaire, puis, à terme, une union politique. Mais tout cela suppose, comme vous l'avez dit, que l'Union européenne naisse presque d'une crise. Le vrai problème, c'est qu'on ne peut pas vraiment « vendre » plus d'Europe, comme on dit, quand elle ne fonctionne pas bien. Alors, maintenant qu'on fait face à ces difficultés accumulées, avec la guerre en Ukraine, la guerre au Moyen-Orient, le désintérêt croissant des États-Unis pour l'Europe, la crise

bancaire... quelle est la suite pour l'Europe ? Est-ce que, selon vous, l'Europe est finie, ou bien voyez-vous une issue, une possibilité de redressement ?

#Yanis Varoufakis

Malheureusement, je ne vois pas d'issue. C'est pour ça que je disais tout à l'heure que nous entrons dans une très longue période de stagnation, une très longue période de déclin. Je pense que l'historien du futur, surtout l'historien de l'économie, verra la crise de deux mille huit comme le début d'un demi-siècle, voire d'un siècle, de déclin européen. J'espère me tromper, vraiment. J'aimerais sincèrement avoir tort. Mais je ne vois pas comment on pourrait éviter ça. Je ne suis pas arrivé tout de suite à cet état d'esprit pessimiste, négatif. Juste après deux mille huit, deux mille neuf, deux mille dix, j'ai résisté. J'ai défendu ma position en présentant, encore et encore, des propositions pour inverser la tendance. Il y avait beaucoup de façons de le faire.

James Galbraith et moi, ainsi que d'autres économistes, avons proposé ce qu'on appelait le « Modest Proposal », et Stuart Holland, un homme politique et économiste britannique, un grand économiste. Donc, Holland, Galbraith et moi, depuis deux mille huit, deux mille neuf, nous défendions cette proposition modeste pour résoudre la crise de l'euro. L'idée était très simple : puisqu'on n'avait pas de fédération, il fallait en simuler une. Pour ça, on proposait d'utiliser la Banque européenne d'investissement comme pilier principal de la croissance, de l'investissement, de la recherche et du développement, et tout ce qui va avec. Concrètement, la BEI, la Banque européenne d'investissement, aurait émis des obligations, soutenues par la Banque centrale européenne. Oui, cela nous aurait permis de stopper le déclin, la fragmentation, les plans de sauvetage, et de créer enfin l'espace nécessaire pour engager la discussion sur l'union politique et budgétaire, qui était indispensable.

Et la partie en question disait neuf-neuf-neuf-neuf. Ensuite, quand j'étais ministre des Finances, j'ai présenté la même proposition, dans le même esprit, à l'ECOFIN, la réunion des ministres de l'Économie et des Finances de la zone euro. Les gens de la Banque européenne d'investissement, y compris le président allemand, Werner Hoyer, étaient très enthousiastes à ce sujet. Mais le gouvernement allemand a dit non. Et les gens de la Commission européenne, ou autour de la Commission européenne — celle dont j'ai parlé tout à l'heure — des personnes comme Thomas Wieser, Eisner, et d'autres, vous savez, ce gouvernement bureaucratique et un peu fantomatique de l'Europe, eux, ils étaient absolument déterminés à tuer ces idées et à imposer l'austérité à la place.

L'austérité, c'est un peu comme une énorme dose de cortisone donnée à un patient atteint d'un cancer. Vous voyez, ça a l'air de marcher. Le patient reprend un peu de forces, il semble plus vivant, mais le cancer, lui, continue son travail destructeur sous la peau. Et c'est exactement ce qui s'est passé. Alors, vous savez, on célèbre la fin de la crise de l'euro. Mais la crise de l'euro n'a jamais disparu. Dans mon pays, par exemple, même si les chiffres financiers sont excellents, très financiers,

on rit tout le long du chemin jusqu'à la banque, en Grèce. Vous achetez des prêts non performants à cinq pour cent de leur valeur, vous les revendez à cinquante pour cent, et vous avez gagné, eh bien, dix fois votre mise.

Vous achetez des obligations grecques. Oui, la Banque centrale européenne les soutient. Mais tout ça s'est fait au prix de quatre-vingts pour cent de la population, qui sombre aujourd'hui dans une misère encore plus grande qu'avant. Et, vous savez, l'investissement net est même devenu négatif. Voilà ce qu'ils font. Ils font tout ce qu'ils peuvent. Ils vont tout changer pour que, finalement, rien ne change dans une Europe qui, elle, a besoin de changement. Et c'est ce qui provoque ce dont vous et moi parlons depuis tout à l'heure : ce déclin permanent. On est en train de décrocher sur tous les plans. On ne produit pas d'énergie verte. Les panneaux solaires, qui étaient autrefois une grande invention allemande, ne sont plus fabriqués ici, parce que les Chinois les produisent bien mieux et à un prix bien plus bas.

Et ce n'est pas une question de dumping. Ils ont des taux de profit assez élevés. C'est simplement qu'ils ont développé des technologies dans lesquelles les Européens n'ont pas investi. Nous savons produire des voitures électriques, mais à la place, nous fabriquons des chars Leopard. Nous n'avons absolument aucun investissement dans ce que j'appelle le capital du cloud, le capital algorithmique, l'intelligence artificielle. Toutes les technologies d'avenir nous ont complètement dépassés. Et en même temps, on a des nains politiques qui tiennent les rênes. On a Ursula von der Leyen, à qui on a donné carte blanche, et qui fait des choses absolument contraires aux intérêts de l'Europe.

Permettez-moi de vous rappeler que, quand Donald Trump a été élu, elle s'est envolée peu de temps après pour l'Écosse, où elle l'a rencontré, Donald Trump, le président des États-Unis, sur un terrain de golf qui lui appartenait. Et là, elle a signé un accord commercial complètement absurde avec les États-Unis, un accord où, franchement, l'Europe a tout donné et n'a rien obtenu. Et ce n'est pas tout. Elle a aussi fait une promesse, une promesse solennelle, à Donald Trump. Vous savez, quand on promet quelque chose à Donald Trump, il vaut mieux tenir parole. Parce que si on ne le fait pas, il se fâche vraiment, et quand il se fâche, il peut être très désagréable. Et elle lui a promis sept cents milliards d'euros d'investissements aux États-Unis. Or, la commissaire européenne, ou la présidente de la Commission européenne, n'a tout simplement pas cet argent à disposition.

Elle n'a pas le budget. Elle ne peut pas envoyer un chèque de sept cents milliards aux États-Unis pour qu'ils soient investis là-bas. Elle n'a pas le mandat pour le faire, et elle n'a pas les fonds non plus. Donc, elle faisait une promesse qu'elle ne pouvait pas tenir, en espérant que l'industrie allemande, par crainte des droits de douane, déplace ses lignes de production — comme, par exemple, celles des bus, de Mercedes-Benz, de Siemens, de Krupp-Thyssen — vers les États-Unis. Et c'est, vous voyez, la présidente de la Commission européenne qui fait ça. Alors, quand je dis qu'on est entrés dans une nouvelle période... oui, un peu comme la Chine a connu cent ans d'humiliation et de déclin, je pense que c'est là où l'Europe en est. Nous sommes au tout début de cette phase.

#Glenn

Un siècle d'humiliation. Enfin, c'était surtout une stagnation économique, mais tout cet effondrement économique et ces échecs politiques arrivent à un moment vraiment crucial de l'histoire humaine, avec cette nouvelle révolution industrielle, l'émergence, pour la première fois, d'un monde véritablement global et multipolaire. Ce n'est vraiment pas le bon moment pour prendre du retard de cette façon. Bon, je crois qu'on a déjà dépassé notre temps. Vous avez un dernier mot avant qu'on conclue ?

#Yanis Varoufakis

Écoutez, je ne veux pas laisser aux gens un goût amer dans la bouche. Le fait que la situation actuelle semble nous mener vers un siècle d'humiliation ne veut pas dire que ce soit inévitable. Ce qu'il y a de beau dans les sociétés humaines, c'est qu'elles ne ressemblent pas du tout à la météo. Le temps, lui, se moque complètement de ce qu'on en pense. Mais quand il s'agit des résultats sociaux, des trajectoires historiques, c'est nous qui en sommes les acteurs. Alors, si nous changeons d'état d'esprit, si nous agissons collectivement et de manière rationnelle, nous pouvons éviter ce siècle d'humiliation. C'est pour ça que je suis encore engagé en politique. C'est pour ça que, même si je ne suis pas optimiste — parce qu'il faut être naïf pour l'être dans les circonstances actuelles — je ne perds pas espoir. Et j'espère que les autres non plus ne le perdront pas. Qu'ensemble, peut-être, grâce à une sorte de miracle collectif, nous pourrions empêcher que cela se produise.

#Glenn

Oui, eh bien, avec la direction politique actuelle, je reste pessimiste. Mais je suis d'accord, il ne faut pas... C'est justement pour ça qu'il faut les renverser, Glenn Diesen.

#Yanis Varoufakis

Pardon ? C'est bien pour ça qu'il faut les renverser.

#Glenn

J'allais aussi vous demander si nous vivons une période prérévolutionnaire... mais je crois que la question contient déjà sa réponse. En tout cas, merci beaucoup d'avoir pris le temps.

#Yanis Varoufakis

Merci.